

**CONVENTION DE RUPTURE ANTICIPEE D'UN CONTRAT DE TRAVAIL A DUREE DETERMINEE
D'UN COMMUN ACCORD**

Entre

Union Nationale Missions Locales, syndicat patronal, immatriculé sous le SIREN 434066577, dont le Responsable est **Nom...Prénom...**

,

Ci-après dénommée « UNML »,

D'une part,

Et

Madame/ Monsieur [...], de nationalité [...], née le [...] à [...], dont le numéro de sécurité sociale est [...], demeurant [...],

Ci-après dénommée « Le Salarié »,

D'autre part,

Après avoir exposé ce qui suit :

Madame/Monsieur [...], a été engagé(e) par UNML par contrat de travail à durée déterminée avec une date d'effet au [...], et jusqu'au [...], en qualité de [...], au motif de [...],

Les Parties ont décidé, d'un commun accord, de ne pas laisser le contrat de travail à durée déterminée se poursuivre jusqu'à son terme et ont donc décidé de procéder, d'une volonté commune et sans pression d'aucune sorte d'une partie sur l'autre, à sa rupture anticipée conformément aux dispositions de l'article L 1243-1 du code du travail.

A cet égard, vous déclarez avoir parfaitement connaissance et conscience de la portée et des effets de l'engagement que vous prenez de ne pas poursuivre votre contrat jusqu'à l'échéance initialement prévue.

Cette rupture est organisée de la façon suivante :

La cessation définitive du contrat de travail précité est fixée [...], date qui sera retenue et arrêtée pour tous les calculs d'éléments de salaire, et plus généralement, de tous les droits nés ou à naître auxquels vous pouvez prétendre et retirer de l'exécution de la rupture de votre contrat

A la date visée ci-avant, vous recevrez :

- le salaire du dernier mois au prorata,

- l'indemnité compensatrice de congés payés, correspondant aux congés acquis mais non utilisés au nouveau terme du contrat,
- l'indemnité de fin de contrat,
- le reçu pour solde de tout compte,
- le certificat de travail,
- et l'attestation d'employeur destinée à Pôle-emploi pour faire valoir vos droits à l'indemnisation chômage.
- le bulletin d'affiliation à la portabilité frais santé et prévoyance.

Le présent accord vaut loi entre les Parties qui ne peuvent le révoquer que par consentement mutuel ou pour les causes que la loi autorise, qui doivent en assurer l'exécution de bonne foi, et qui conviennent de ne plus contester pour l'avenir les conditions et modalités de la fin de leur collaboration en tous effets.

Fait en deux exemplaires originaux dont un pour chacune des parties signataires – paraphés et signés.

A Paris, le [...]]

Pour UNML

Le Salarié